

### MÉTHODOLOGIE

	Evaluation réalisée lors de mission de terrain.	
	Evaluation réalisée lors d'entretiens téléphoniques avec des informateurs clés.	<b>X</b>

L'évaluation rapide de l'OIM (Emergency Tracking Tool, ETT) est un outil mis en place dans le but de collecter des informations sur les mouvements importants et soudains de populations. Ces informations sont collectées à la suite de visites sur le terrain et ou d'entretiens téléphoniques avec les informateurs clés des sites de déplacement ou des communautés d'accueil. D'autres informations sont ensuite recueillies et analysées à partir des outils ERM. Ce rapport présente les résultats des évaluations menées en date du 05 au 09 Septembre 2021 sur l'axe Masisi-Ngungu, groupement d'Ufamandu, sur l'axe Masisi-Ngungu.

### RÉSUMÉ DE L'ALERTE EHTOOLS # 4025

Depuis le 15 août 2021, des affrontements militaires entre les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et le groupe armé Maï-Maï MAACHANO ont provoqué des déplacements massifs de populations en provenance des villages de KATUUNDA CENTRE, NYAMIBUTO, LUSHOVU, KATOYI, BUONGO, BUNYAKANGENDO, NDEKO, NYAKABASHA, TANZANIA, MUOLOLO, BIKUNJE, KALETA, BIOLO, BUNYABAITI, KIALI, MIKO, BINDOBONDOBO, LUUTU, MUBALI et MBEHO de la localité de KATUUNDA, groupement UFAMANDU I, chefferie de BAHUNDE, en territoire de MASISI, dans la province du Nord-Kivu. Les ménages touchés par la crise se sont dirigés et installés dans les chefs-lieux des localités de REMEKA, KISHANDJA, BUULI, MIANO, KAMUOBE, KASHUKANO et dans le village KASHOVU de la localité KISHANDJA, groupement UFAMANDU I, chefferie de BAHUNDE, en territoire de MASISI, dans la province du Nord-Kivu.

### DÉTAILS DU NOUVEAU DÉPLACEMENT

	18 819 INDIVIDUS DÉPLACÉS		6 929 HOMMES DÉPLACÉS
	3 270 MÉNAGES DÉPLACÉS		ATTAQUES DE GROUPES ARMÉS
	11 890 FEMMES DÉPLACÉES		Depuis le 15 juillet 2021

### DÉTAILS SUR LA ZONE ÉVALUÉE

PROVINCE	NORD KIVU
TERRITOIRE	MASISI
CHEFFERIE	BAHUNDE
GROUPEMENT	UFAMANDU I

### PERCEPTIONS DES BESOINS PRIORITAIRES



### DONNÉES DÉTAILLÉES DU DÉPLACEMENT

LIEU	MÉNAGES	INDIVIDUS	HOMMES	FEMMES	< 5 ANS	LOCALISATION
REMEKA	678	3860	1279	2581	448	S -1,681907 ; E 28,73543
KISHANDJA	515	3056	1071	1985	251	S -1,683394 ; E 28,73584
BUKUBA						
KAMUOBE	369	2215	814	1401	202	S -1,683062 ; E 28,73768
BUULI	575	3404	1208	2196	118	S -1,680447 ; E 28,75839
MIANO	501	2651	956	1695	200	S -1,675743 ; E 28,7673
BURORA						
KASHUKANO	122	726	204	522	94	S -1,682916 ; E 28,79343
KASHOVU	510	2907	1397	1510	349	S -1,739654 ; E 28,78245

### OBSERVATIONS & ANALYSES

Cette crise qui a débuté le 15 juillet 2021, s'est aggravée le 15 août 2021 avec d'importants mouvements de population en provenance de la localité de KATUUNDA. La localité, composée de 20 villages, est aujourd'hui presque vidée de sa population. Selon la Division Provinciale de la Santé (DPS), environ 5,000 ménages vivaient dans ces villages et plus de 65 pour cent de cette population a trouvé refuge dans les localités de REMEKA, KISHANDJA, BUULI, MIANO, KAMUOBE, KASHUKANO et KISHANDJA en territoire de Masisi et une autre partie s'est éparpillée vers d'autres destinations. Au total, 80 pour cent des déplacés ont perdu leurs biens au moment du déplacement.

La grande majorité des nouveaux arrivés, soit 90% pour cent, partage des maisons avec des ménages de la communauté hôte, d'où une promiscuité estimée à plus de 80%. Aucun des PDI évaluées ne dort à la belle étoile, ou dans des abris d'urgence. Au contraire, 80 pour cent des personnes déplacées logent dans des maisons relativement durables. Dans la localité de départ, 20 à 40 pour cent des abris ont été endommagés suite à la crise. Les ménages sont dans le besoin d'une assistance en AMEs, principalement en casseroles, cuvettes, gobelets, supports de couchage, jerricans, lampes, matelas, draps, couvertures, assiettes et cuillères. Les informateurs clés rapportent qu'en moyenne, un récipient est utilisé par trois ménages. Ce même récipient sert autant à la collecte, au transport qu'à la conservation de l'eau.

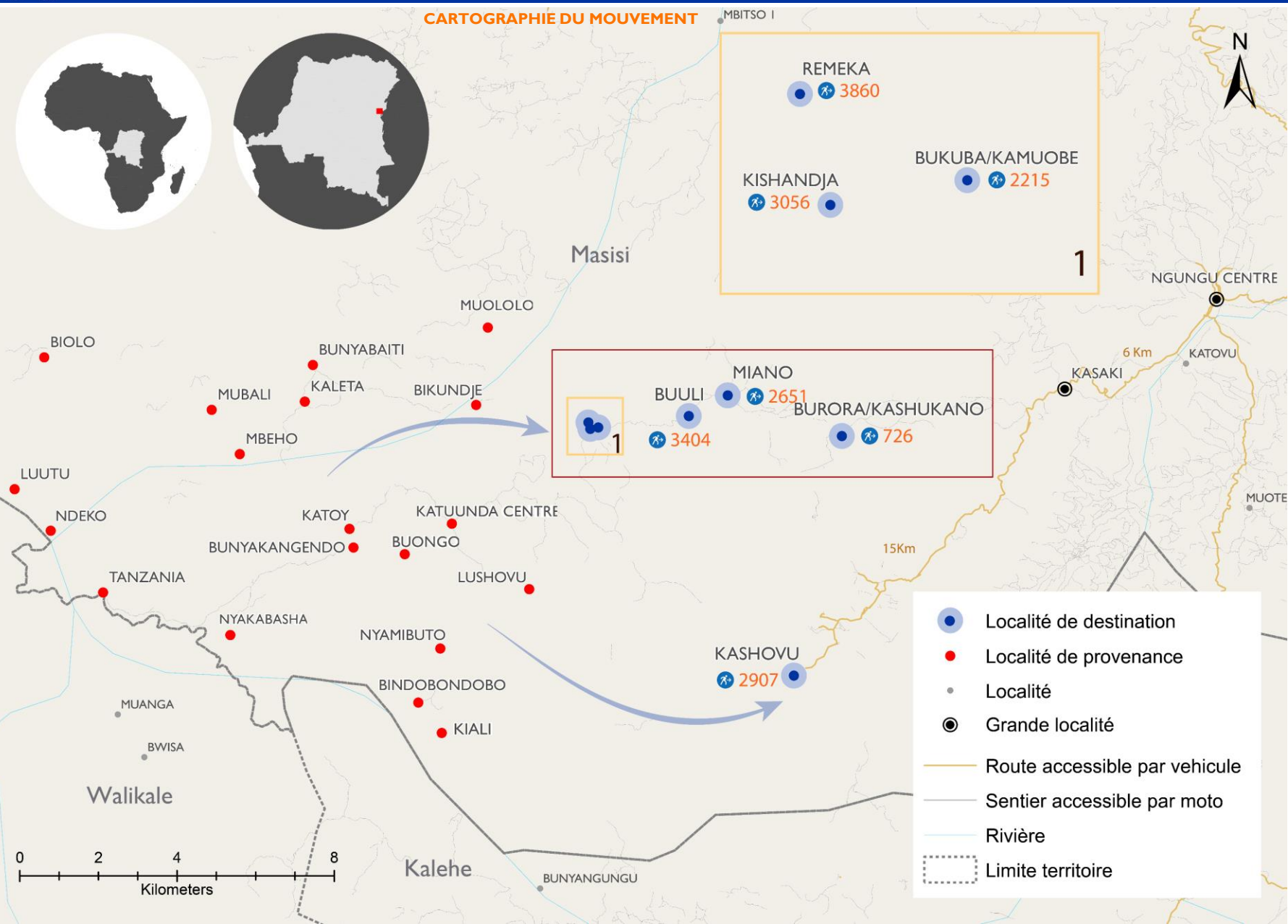
Un total de 19 sources d'eau sont disponibles dans les sept localités évaluées ; trois d'entre elles sont aménagées : une à REMEKA, une à KAMUOBE et une à KISHANJA ; et 16 autres ne sont pas aménagées : trois à BUULI, quatre à MIANO, quatre à KASHUKANO/BURORA et cinq à KASHOVU. Les informateurs clés signalent que ces sources d'eau, la plupart de mauvaise qualité, ne permettent pas de desservir la population totale des zones évaluées. Les habitants des zones évaluées doivent parcourir plus de 45 minutes de marche pour s'approvisionner en eau. Par ailleurs, 60 pour cent de cette population ne dispose pas de latrines et est amenée à pratiquer la défécation à l'air libre. Parmi les latrines disponibles, seule une minorité d'entre elles sont améliorées et aucun dispositif de lavage des mains n'est disponible, d'où la méconnaissance des pratiques de lavage des mains avec du savon conduisant à une chaîne de contamination. Selon les informateurs clés, cette ignorance est due au manque d'activité éducative de santé publique, basée sur la promotion des changements des comportements dans la zone.

Les informateurs clés de la santé signalent deux centres de santé et huit postes de santé dans les localités évaluées. Le nombre de consultations par jour et par conséquent le ratio patient/personnel a considérablement augmenté l'arrivée des personnes déplacées. A l'exception de la maternité du centre de santé de BUKUBA, aucune des structures de santé est construite en matériaux durables. Même si les patients de quatre structures de santé sont pris en charge par l'ONG MEDAIR (sauf l'aspect nutrition) ; l'accès aux soins de santé des personnes avec une mobilité réduite, le manque de matériels, de médicaments, d'équipements médicaux adéquats et les faibles moyens financiers sont autant de facteurs exacerbant l'inefficacité des centres de santé. Les informateurs clés rapportent la présence de personnes blessées lors des combats, 548 cas de paludisme confirmés, 401 cas d'infections respiratoire aigüe, 38 cas de diarrhée, 10 cas de malnutrition et des cas de maladies sexuellement transmissibles à la suite de violences sexuelles. Le taux de vaccination des enfants de moins de cinq ans est de 95% et celui de mortalité maternelle est de 1 à 2%.

Les sept localités évaluées disposent de 28 écoles fonctionnelles, dont 16 écoles primaires et 12 écoles secondaires. Dans les villages de provenance, les autorités locales de l'éducation signalent sept écoles primaires qui accueillent avant la crise 1 038 élèves. Ces écoles (KATUUNDA, MAKWIRA, MWIYANIKE, MUOLOLO, 2 SHAKINGI, KICHURE, KAOTOLE) ne sont plus fonctionnelles depuis le début de la crise. Les élèves déplacés, n'ont pas été en mesure d'emporter leurs fournitures scolaires au moment du déplacement. De plus, les écoles dans la communauté hôte ne sont pas suffisantes pour accueillir à la fois les élèves de la population locale et ceux nouvellement déplacés. Le taux de scolarité dans les localités évaluées est de 40 pour cent. Ce faible taux est dû au manque des fournitures scolaires et de moyens financiers pour payer les frais de scolarité.

Les opérations militaires menées par les FARDC, ont occasionné plusieurs incidents de protection parmi la population autochtone et la population déplacée. Les informateurs sur place, signalent 18 cas d'arrestations arbitraires, 20 cas de violations physiques, deux cas de tueries, un cas de violence sexuelle, 28 cas de vols et pillages. Il faut noter, que ces données sont sous-estimées, beaucoup de cas, notamment d'agressions sexuelles ou d'extorsions de biens ne sont pas documentés. Les cas de violences et d'agressions sexuelles sont le plus souvent observés dans les champs et dans des zones isolées. Les membres de la communauté d'accueil tout comme les personnes déplacées préfèrent régler à l'amiable les conflits liés aux agressions sexuelles et extorsions de biens pour ne pas exacerber les tensions communautaires déjà existantes et par peur de représailles des groupes et/ou les FARDC. Les relations entre les populations hôtes et les déplacés sont relativement bonnes, même si de querelles dues à un manque de nourriture et d'AME, ont été signalées. Les informateurs clés rapportent aussi l'absence de structures de médiation qui pourraient prendre en charge les incidents de protection. Les seules structures existantes pour régler les conflits sont supervisées par les militaires.

Le déplacement a entraîné de lourds impacts sur les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire. La population dans la zone évaluée vit essentiellement de l'agriculture de subsistance, de l'agriculture de rente et des petits commerces. Bien que plus de la moitié de la population déplacée évaluée a accès à la terre, elle se heurte à certains obstacles notamment le pillage des récoltes, le manque d'outils aratoires, le manque de marchés limitrophes ainsi que l'impraticabilité des routes de desserte agricole donnant accès à d'autres marchés. Dans les localités de provenance, entre 20 à 40 pour cent de cultures ont été endommagées suite à la crise. Par ailleurs, 90 pour cent de la population des localités évaluées se trouvent à plus de deux heures de marche du marché le plus proche. Depuis le début de la crise, il a été observé une pénurie des produits sur le marché entraînant ainsi une hausse des prix ; à titre illustratif, 1Kg de pomme de terre qui se vendait à 300 Fc est passé à 600 Fc, 1Kg d'haricot qui coûtait 700 Fc est passé à 1000Fc et 1 Kg de maïs qui coûtait 300Fc est passé à 500Fc. Le score de consommation alimentaire indique que 80 à 100% de la population consomme un repas par jour.

**CARTOGRAPHIE DU MOUVEMENT**

Seul le village de KASHOVU est accessible en véhicule depuis la ville de NGUNGU en passant par le village de KASAKI. A partir du village de KASAKI, les autres villages ne sont accessibles qu'en moto.

La couverture du réseau téléphonique varie considérablement selon le village évalué. Le village de KASHOVU est couvert à cent pour cent par ORANGE, VODACOM et AIRTEL; tandis que les autres villages ont une couverture sporadique estimée à 50% par le réseau téléphonique ORANGE.

En termes de sécurité, une présence de la police et des forces armées congolaises a été remarquée dans tous les villages évalués.

- Localité de destination
- Localité de provenance
- Localité
- ⊙ Grande localité
- Route accessible par véhicule
- Sentier accessible par moto
- Rivière
- ⋯ Limite territoire

*Les cartes de ce rapport ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielle de ces frontières de la part de l'OIM.*